

**Les pays en développement renforcent leur coopération avec l'Afrique**

Le rapport 2010 sur le développement économique en Afrique, publié le 18 juin par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), met en évidence les relations économiques et commerciales du continent africain avec les autres pays en développement. Depuis le début des années 2000, l'Afrique a développé des relations de coopération avec plusieurs pays du Sud en particulier avec la Chine dans le cadre du Forum de coopération sino-africain, mais également avec l'Inde, le Brésil ou la Corée du Sud. La part des pays en développement non-africains dans le commerce du continent est passée de 19,6% en 2005 à 32,5% en 2008, et concerne en particulier les matières premières et les produits manufacturés. La contribution de ces pays dans l'investissement direct étranger en Afrique a aussi augmenté durant la même période, passant de 17,7% à 20,8%, et se concentre sur l'agriculture, les infrastructures et le secteur financier. Le rapport indique également que l'aide des pays en développement pour l'Afrique tend à augmenter. La Cnuced estime que ce contexte offre des opportunités favorables aux pays africains pour promouvoir la croissance économique et le développement. Toutefois, l'institution onusienne recommande que « *les pays en développement partenaires soutiennent ce processus en élargissant la portée de l'engagement au-delà des secteurs de l'extraction et en améliorant les transferts de technologie et le renforcement des capacités nationales* ».

Le 16 juin, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié un rapport, intitulé « *Perspectives du Développement Mondial : le basculement de la richesse* », soulignant la montée en puissance des pays en développement dans l'économie mondiale. Selon la publication, qui se base sur les estimations de l'économiste Angus Maddison, « *les pays en développement et les pays émergents sont susceptibles de représenter près de 60% du Produit intérieur brut mondial en 2030* » contre 40% en 2000.

**La Cédéao discute les plans d'investissement agricole pour l'Afrique de l'Ouest**

La Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a organisé à Dakar, du 14 au 17 juin 2010, une réunion sur le financement des plans nationaux et régionaux d'investissement agricole dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agricole de la sous-région. Les pays membres de la Cédéao y ont présenté leurs plans d'investissements nationaux<sup>1</sup> qui devront être finalisés d'ici le 30 septembre selon une feuille de route établie par l'ensemble des acteurs pertinents et notamment la société civile et les organisations de producteurs, qui ont participé à la rencontre de Dakar. La Commission de la Cédéao a présenté un plan régional d'investissement qui vise à « *moderniser l'agriculture pour la sécurité et la souveraineté alimentaires dans une perspective d'intégration régionale* ». Ce plan quinquennal est estimé à 900 millions de dollars. La Cédéao a rappelé son engagement de le financer à hauteur de 16% (150 millions de dollars). Ce plan sera également supporté par les partenaires multilatéraux (Banque mondiale, FAO etc.) et bilatéraux, l'Espagne fournissant notamment 240 millions d'euros sur trois ans. Les Etats membres de la Cédéao ont « *renouvelé leur engagement à consacrer au moins 10 % du budget public à l'agriculture, conformément à la Déclaration des Chefs d'Etats et de Gouvernement de Maputo en 2003* » (Cf. [Lettre hebdo n°308](#)).

**L'Union européenne et l'Afrique de l'Est veulent conclure un APE complet à la mi-novembre**

Le 9 juin, lors d'une réunion ministérielle à Dar el Salaam, en Tanzanie, précédée par une session de négociations techniques, l'Union européenne (UE) et les représentants des pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CEA : Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda) ont décidé de conclure un Accord de partenariat économique (APE) complet d'ici la mi-novembre 2010. Les négociations restent cependant marquées par des divergences sur des dossiers clés comme le niveau des budgets de développement demandés par la CEA pour compenser la perte de revenus consécutive à la suppression des droits de douane. La société civile est dans son ensemble largement défavorable à l'APE, considérant qu'il représente un danger pour le développement économique de la région. Le 3 juin, l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est, le bras législatif de la CEA, a aussi appelé à ne pas signer l'APE dans son état actuel, accentuant la tension autour des pourparlers. Le Kenya, seul pays n'appartenant pas à la catégorie des Pays les moins avancés (PMA) dans la sous-région, insiste pour trouver un accord avec l'UE. « *Nous devons continuer à pousser pour un accord parce que c'est pour notre bien* » a déclaré un représentant du ministère du commerce kenyan qui estime à 700 millions de dollars les pertes financières potentielles en cas de désaccord.

<sup>1</sup> « *Douze pays ont soumis leurs plans nationaux d'investissements agricoles : Bénin, Cap Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Léone, Togo. Parmi eux, huit pays ont fait l'objet d'une revue complète : Sénégal, Ghana, Gambie, Sierra Léone, Libéria, Nigeria, Bénin et Togo. Les revues de la Guinée et du Niger sont en cours. Celle du Mali doit être complétée* ».